

Regards croisés sur l'économie, n°26., pp.215-225

<https://doi.org/10.3917/rce.026.0215>

Est-il trop tard pour la transition ? Le temps de l'urgence climatique

Aurélien Boutaud

Environnementaliste, consultant indépendant et chercheur associé à l'UMR Environnement-Ville-Société

Natacha Gondran

Professeur au sein de l'Institut Fayol de Mines Saint-Etienne et de l'UMR 5600 Environnement Ville Société.

Résumé : *La transition écologique suppose une transformation profonde de la société, censée s'opérer sur plusieurs décennies. Mais les modélisations climatiques montrent que cette transformation devra être réalisée beaucoup plus rapidement. Ce constat explique l'émergence du concept d'urgence climatique, qui disqualifie les outils traditionnels de la transition et prône une mobilisation générale de la société, ainsi qu'une planification économique qui verrait les États reprendre provisoirement la main sur le marché. Si certains gouvernements ont récemment déclaré l'urgence climatique, ils ne semblent pas avoir pris la mesure de ce que suppose une politique d'urgence.*

Abstract: *Ecological transition relies on a deep transformation of the society that requires several decades to take place. However, climate modelling shows that this change should be made much more quickly. This observation explains the birth of the concept of climate emergency. It disqualifies the traditional tools of transition and pleads for a general mobilization of the society as well as economic planning, which would imply that the States temporarily regain control of the market. If a few governments recently declared a climate emergency, they do not seem to have grasped what implies a climate emergency policy.*

La transition est une transformation radicale qui s'opère sur plusieurs décennies

L'idée de transition écologique s'est imposée dans les années 2010, à un moment où le concept de développement durable semblait s'épuiser. Dans les sphères institutionnelles françaises, le ministère en charge du développement durable s'est par exemple transformé à cette époque en Ministère de la Transition écologique et solidaire., témoignant de cette évolution sémantique. Mais ce changement de paradigme n'est pas anodin.

D'abord parce que, contrairement au développement durable, la transition se définit comme une phase de changement profond d'un système : le passage d'un état d'équilibre à un autre (Geels et Schot, 2007). Il ne s'agit pas de prolonger le mode de fonctionnement de la société, mais bel et bien d'en changer radicalement l'organisation afin de la rendre compatible avec les limites écologiques – ce qui peut supposer des changements profonds du modèle économique, des modes de vie, des formes de gouvernance, du type d'aménagement du territoire, etc...

L'idée de transition se différencie également du développement durable sur un autre point : elle affirme que le changement ne provient pas forcément « du haut » (par exemple la mise en place de réglementations internationales), mais plus souvent d'innovations et de pratiques concrètes initiées par « le bas », c'est-à-dire par les citoyens ou les organisations humaines confrontées à des problématiques communes. Cette idée d'une transformation écologique de la société « par capillarité » a notamment été popularisée par le mouvement anglo-saxon des villes et territoires en transition, à la fin des années 2000 (Hopkins, 2010).

Par rapport au développement durable, la transition écologique a donc permis certaines avancées : elle reconnaît la nécessité d'un changement radical et elle admet qu'une part importante de cette transformation peut être impulsée par la société civile. En revanche, comme le développement durable, la transition admet qu'une telle transformation sociale ne peut s'envisager que sur plusieurs décennies – l'horizon de la seconde moitié du XXI^e siècle étant souvent évoqué.

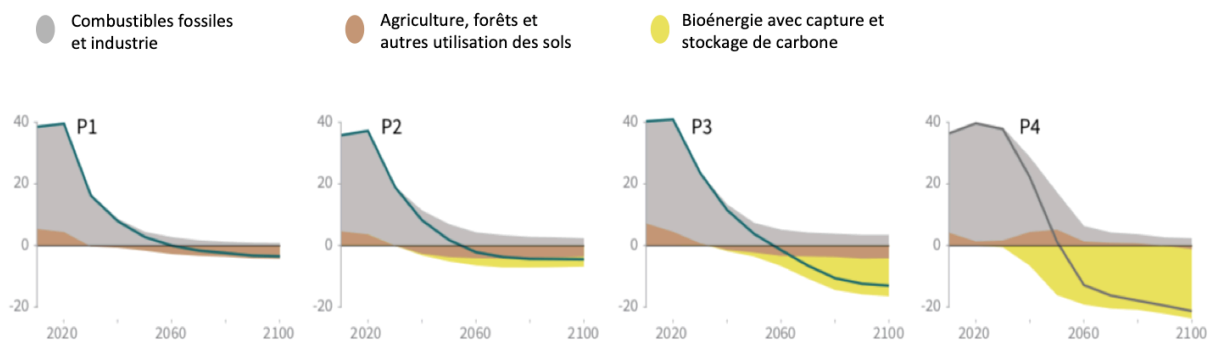
Problème : L'humanité n'a qu'une décennie pour tout changer

Une des raisons pour lesquelles l'idée de transition écologique peut apparaître obsolète tient précisément à cette temporalité : nous n'avons tout simplement pas trente ans devant nous. Pour le comprendre, il faut se pencher sur le rapport spécial du groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) publié en 2018, qui dessine les contours de l'avenir climatique mondial (IPCC, 2018).

Dans sa première partie, le rapport compare les effets de l'évolution d'une hausse des températures moyennes d' $1,5^{\circ}\text{C}$ et 2°C d'ici à la fin du siècle. La conclusion est sans équivoque : au-delà de $1,5^{\circ}\text{C}$, les risques de rétroaction positive (c'est à dire les risques de « cercles vicieux ») au sein du système climatique deviennent considérables. Par exemple, la fonte de la banquise réduit l'effet d'albédo¹, ce qui participe à accroître le réchauffement, qui lui-même accélère le dégel du permafrost, donc le relargage de méthane dans l'atmosphère, donc l'effet de serre, donc le réchauffement, etc. Pour contenir ces risques d'emballement climatique, dont les conséquences humaines seraient absolument catastrophiques, les scientifiques préconisent de maintenir le réchauffement à $+1,5^{\circ}\text{C}$. Mais est-ce seulement possible ?

Dans la seconde partie du rapport, les experts du GIEC répondent à cette question en estimant la concentration de gaz à effet de serre que l'atmosphère peut tolérer pour tenir cet objectif de température. Leur conclusion est glaçante : certes, il est encore possible de relever le défi et d'éviter l'effondrement climatique, mais à condition d'agir à la fois très fort... et très vite.

La figure suivante permet de mieux comprendre la situation. Elle représente quatre scénarios d'évolution des émissions de CO_2 au XXI^e siècle, qui permettraient de tenir l'objectif d' $1,5^{\circ}\text{C}$ – avec les incertitudes inhérentes à ce genre de modélisations. Observons de plus près les deux scénarios extrêmes, P1 et P4.



Répartition des contributions à la baisse des émissions de CO_2 permettant d'atteindre les $+1,5^{\circ}\text{C}$ dans quatre scénarios (IPCC, 2018)

Seul le scénario P1 permet de ne pas faire appel à la combustion de cultures bioénergétiques avec capture et stockage de carbone (BCSC), mais il suppose une réduction très forte et rapide des émissions de GES. Au contraire, le scénario P4 n'enclenche une baisse des émissions qu'après 2030 et oblige à l'utilisation massive de la BCSC.

¹ Tout corps réfléchit une partie de l'énergie solaire qu'il reçoit. L'albédo est la part de l'énergie solaire réfléchie par rapport à celle reçue.

Le scénario P4 est assez proche de l'idée de transition. Il repose sur des solutions techniques ou comportementales déjà observées, dont il fait l'hypothèse d'une généralisation rapide – bien au-delà, d'ailleurs, des engagements envisagés en 2015 par les différents pays dans le cadre de l'Accord de Paris (UNFCCC, 2015). Ce scénario permettrait un ralentissement de la croissance des émissions dès 2020, puis une baisse mesurée à partir de 2030, et enfin une réduction très forte après 2040. Ce profil d'émissions présente toutefois un handicap majeur : la quantité de CO₂ injectée dans l'atmosphère durant la période 2020-2040 est beaucoup trop importante pour permettre de tenir l'objectif d'1,5°C. Au-delà de 2040, il faudra en effet retirer de l'atmosphère des quantités massives de CO₂, en cultivant de façon intensive de la biomasse afin de l'utiliser à des fins énergétiques tout en capturant et séquestrant le carbone émis dans des sites géologiques appropriés (soit en sous-sol terrestre, soit en offshore). Or cette solution de géo-ingénierie est aujourd'hui loin d'être opérationnelle et présente de nombreux inconvénients (utilisation d'importantes surfaces de sols, pollutions diverses, faible efficacité énergétique globale)².

Le scénario P1 a le mérite de ne pas faire le pari hasardeux de la géo-ingénierie, si ce n'est à travers le captage de carbone dans les sols grâce à de meilleures pratiques agricoles et forestières. Il suppose néanmoins de diviser quasiment par deux les émissions de CO₂ au cours des dix prochaines années. Pour mémoire, on rappellera que, depuis la première publication du GIEC en 1990, les émissions mondiales de CO₂ ont augmenté de plus de 65%. Les diviser par deux en dix ans est-il réellement envisageable ? En tout cas, une transformation si rapide et massive de la société ne relève plus de la transition, mais de la rupture. À l'échelle de l'histoire humaine, on peut même sans doute parler d'une situation d'urgence.

Le temps de l'urgence climatique ?

Avec la publication du rapport du GIEC de 2018, il devient évident que la stratégie utilisée jusqu'à présent pour éviter le péril climatique est obsolète. Un terme est même apparu pour désigner cette stratégie symbolisée par les concepts de développement durable et de transition : le gradualisme (SIMMENS, 2017). L'idée s'est alors diffusée qu'il était temps de changer de mode opératoire en substituant la logique gradualiste par un mode d'action fondé sur l'urgence.

Pour Margaret Klein Salamon, l'urgence climatique peut être définie comme un état d'attention et d'affectation des ressources complètement consacré à la résolution de la crise climatique (SALAMON, 2018). Psychologue de formation, spécialiste des comportements en situation d'urgence, Salamon est également fondatrice de l'ONG *The Climate Mobilization* et l'une des grandes inspiratrices de l'ONG *Extinction Rebellion*. Avec quelques autres théoriciens de l'urgence climatique, comme David Spratt et Philipp Sutton (SPRATT & SUTTON, 2008), Salamon pense qu'il est encore temps d'éviter le pire, à condition de prendre le contrepied radical des stratégies gradualistes, en insistant en particulier sur deux points fondamentaux :

a) La mobilisation doit s'appuyer sur la peur, au lieu de la nier

La stratégie gradualiste était jusqu'à présent fondée sur l'idée, largement relayée par certains spécialistes de psychologie sociale, selon laquelle il fallait éviter d'effrayer la population pour, au contraire, favoriser des messages positifs. Au contraire, pour Margaret Klein Salamon, la peur n'est pas un facteur d'immobilisme ou de fatalisme. Cette spécialiste des comportements en situation d'urgence affirme que la plupart des adultes ne se laissent

² Un avis récent de l'ADEME montre par ailleurs qu'en France, seulement trois sites seraient propices à la capture et séquestration du carbone, du fait des coûts importants de cette technologie et de la nécessité de disposer de sites présentant des volumes d'émissions de CO₂ très élevés (El Khamlichi et al., 2020).

pas gagner par la panique lorsqu'ils se trouvent en situation de danger : ils réagissent au contraire en mobilisant toutes leurs facultés afin de faire face au péril. Ils entrent dans un état d'esprit particulier, le « mode urgence », qui se caractérise par un esprit de sacrifice et une mobilisation de tous les moyens disponibles au service de la lutte contre la menace.

La stratégie des ONG urgentistes comme *The Climate Mobilization* et *Extinction Rebellion* consiste donc à mobiliser la population en lui révélant la réalité des études scientifiques : à savoir que la situation est gravissime et qu'elle nécessite une mobilisation sans précédent de la société. Leur message est clair : l'humanité doit collectivement entrer en « mode urgence ». Mais ce que savent parfaitement ces ONG, c'est que la peur ne peut se transformer en une force de mobilisation et d'action qu'à une condition : disposer d'un plan de secours clair et de leaders en lesquels la population a pleine confiance.

b) Il faut disposer d'un plan d'action clair et d'un leadership à la hauteur

Là encore, il s'agit d'aller à l'encontre d'une stratégie gradualiste qui a largement montré ses limites. Inspirées par les théories économiques néoclassiques³, les solutions qui consistent à internaliser la contrainte environnementale dans le marché ont été incapables d'orienter l'économie vers autre chose que le profit à court terme (Pottier, 2016). Cette politique des petits pas a mené à ce bilan ubuesque : une augmentation de deux tiers des émissions mondiales de CO₂ en trente ans (LeQuéré et coll, 2018).

Pour diviser par deux les émissions mondiales en dix ans, il faut sortir de cette logique et opérer une transformation sans précédent de la société et de l'appareil de production. Pour montrer qu'une telle mobilisation est possible, les penseurs de l'urgence climatique se réfèrent souvent au contexte de la seconde guerre mondiale aux États-Unis, période durant laquelle le pays est parvenu en moins de trois ans à devenir la première puissance militaire mondiale. Même si le péril climatique est bien différent, la mobilisation qu'il s'agit d'engager n'est pas si éloignée. Elle suppose au moins trois conditions :

- une prise en main provisoire par les États de l'économie, avec la mise en œuvre d'une planification permettant de réorienter massivement et rapidement la production au service de l'effort climatique et écologique ;
- une levée exceptionnelle d'impôts, fondée non seulement sur l'imposition des flux d'énergie carbonée (taxe carbone) mais aussi et surtout sur le capital issu de la rente des énergies fossiles – partant du principe que les fortunes colossales construites sur le climaticide doivent être utilisées pour financer le sauvetage du climat ;
- une mobilisation massive de la population, qui peut se traduire par la limitation ou l'interdiction des pratiques fortement émettrices ayant une faible utilité sociale, le développement de quotas individuels d'émissions de CO₂, la mise en place d'un service civil en faveur du climat et bien d'autres mesures encore.

Passer du slogan à l'action ?

Les conditions de réussite d'une telle entreprise sont pour le moins incertaines, et elles posent d'innombrables questions pratiques et philosophiques. À l'instar des mesures d'urgence sanitaire prises par les gouvernements lors de la crise du coronavirus, l'acceptabilité de telles dispositions suppose que la gravité et l'urgence de la situation soient clairement comprises par tous. Eu égard à la dimension profondément injuste de la crise climatique, il faudra également que les mesures d'urgence soient équitables et accompagnées de politiques sociales ambitieuses afin de réduire les inégalités au lieu de les accroître. Enfin, il faudra sans doute que des pays pionniers se lancent dans l'aventure, et qu'ils soient rapidement rejoints par d'autres dans le cadre de négociations internationales qui devront empêcher les

³ Sur ce point, voir l'encadré de ce numéro « Quotas et taxe : des instruments équivalents ? »

stratégies individualistes et opportunistes – ce qui suppose là encore une nécessaire solidarité, cette fois-ci entre pays.

La partie est donc loin d'être gagnée. De manière encourageante, dans la foulée du mouvement initié par Greta Thurnberg, de nombreux jeunes qui se sentent désarmés face à la situation qu'ils devront affronter lorsqu'ils seront en activité professionnelle interpellent les autorités, les établissements d'enseignement et les entreprises sur la nécessité d'agir au plus vite. Plus de 1500 collectivités locales ont également déclaré l'urgence climatique, imitées en cela par quelques rares États comme la France, le Canada et le Royaume-Uni. Mais les politiques menées par ces pays sont jusque-là restées engluées dans le gradualisme, prouvant que leurs gouvernements n'ont pas encore pris la mesure de ce que signifiait une politique de l'urgence climatique.

EL KHAMLI A., GOURDON, T. PADILLA S. (2020) « Le captage et stockage géologique de CO₂(CSC) en France : un potentiel limité pour réduire les émissions industrielles ». Les avis de l'ADEME. Juillet 2020.

GEELS F.W., SCHOT J. (2007) « Typology of sociotechnical transition pathways », *Research Policy*, 36, 399-417.

HOPKINS R., (2010) Manuel de la Transition : de la dépendance au pétrole à la résilience locale, Ecosociété, Montréal

IPCC (2018) Global Warming of 1.5°C. An IPCC Special Report on the impacts of global warming of 1.5°C above pre-industrial levels and related global greenhouse gas emission pathways, in the context of strengthening the global response to the threat of climate change, sustainable development, and efforts to eradicate poverty, World Meteorological Organization, Genève. URL : <https://www.ipcc.ch/sr15/>

LEQUÉRE et al. (2018) « Global Carbon Budget 2018 » in *Earth System Science Data*, vol. 10, n°4, URL : <https://www.earth-syst-sci-data.net/10/2141/2018/>

Pottier A. (2016) Comment les économistes réchauffent la planète, Seuil, Paris.

SALAMON, M.K. (2018) Leading the public into emergency mode. A new strategy for the climate movement, The Climate Mobilization, New York. URL : <https://drive.google.com/file/d/0B9HHPa85FjLGNmhVODlrY2VoOGM/view>

SIMMENS H. (2017) A climate vocabulary of the future. Weathmark, Tucson.

SPRATT D., SUTTON P. (2008) Climate Code Red. The case for emergency action, Scribe Pub., Melbourne.

UNFCCC (United Nations For Climate Change). 2015. Communiqué de presse sur le rapport résumant les INDC. URL : <https://unfccc.int/fr/news/communiqué-de-presse-sur-le-rapport-resumant-les-indc>